

FEMMES

Elles cassent les codes

- 2 | Vie sociale – Anne-Sarah Kertudo
Elle plaide pour la citoyenneté
- 4 | Féminité – Pernelle Marcon
Elle défile pour une plus grande visibilité des corps handicapés
- 6 | Santé – Blandine Boquet
Elle décroïssonne la salle d'attente
- 8 | Emploi – Dominique du Paty
Elle libère les ambitions en entreprise
- 10 | Parentalité – Carine Moiroud
Elle élève le débat
- 12 | Sport – Marie-Amélie Le Fur
Elle les met dans la course
- 14 | Violences sexuelles – Marie Rabatel
Elle dénonce le fléau, elle soutient les victimes

Elle plaide pour la citoyenneté

À la tête de l'association Droit Pluriel, **Anne-Sarah Kertudo** accompagne personnes en situation de handicap et professionnels du droit vers une justice pour tous. Son moteur est puissant : la confiance que chacun doit pouvoir trouver pour se réaliser. Les femmes en premier lieu.

La dernière campagne digitale de Droit Pluriel⁽¹⁾, son association, fin 2020, donnait la parole à 15 femmes en situation de handicap racontant leur processus de prise de confiance et d'empowerment⁽²⁾.

« Très jeune j'ai eu le sentiment que le handicap était plus difficile pour une femme que pour un homme. Le handicap n'est pas séduisant », confie sa fondatrice, Anne-Sarah Kertudo. Militante dans l'âme, ne comptez pas sur elle pour se résigner. « Il faut réussir à se dire "certes, je ne suis pas la bombe conforme des magazines, mais il va falloir m'accepter". Alors je passe ce message : trouvez votre chemin, les voies sont multiples. »

Elle est bien placée pour le savoir. Sourde de naissance mais pouvant entendre en étant appareillée, ayant progressivement perdu la vue jusqu'à la cécité il y a cinq ans, elle a failli prendre le chemin de la marginalité à la fin de l'adolescence, rattrapée par un conseiller d'orientation. Sauvée par cette confiance qui lui était accordée, elle s'accroche.

Permanence juridique en langue des signes

Obsédée par les injustices - du mal-logement aux discriminations raciales -, elle devient juriste.



Collaboration avec l'École nationale de la magistrature, le Défenseur des droits, actions de sensibilisation, formations... : Anne-Sarah Kertudo défend sans relâche l'accès aux droits et la cause des femmes. Y compris par l'écriture, le théâtre et bientôt avec un téléfilm et un documentaire.

« Nous les femmes, nous sommes culturellement celles qui soignons, préparées à défendre celles et ceux qui souffrent. On peut espérer que les hommes s'y mettent davantage. » Elle commence à l'association Droits d'urgence, où elle défend prostituées, toxicomanes, sans papiers et sortants de prison. Découvrant en même temps que les personnes sourdes ont le plus grand mal à trouver des avocats pour les défendre, elle propose à la Ville de Paris la création d'une permanence juridique en langue

des signes⁽¹⁾, et l'assure pendant près de dix ans.

En 2009, elle crée, dans la capitale, l'association Droit Pluriel, cette fois-ci dédiée à tous les handicaps. Objectif : œuvrer à une meilleure accessibilité de la justice, des marches à l'entrée de la salle d'audience aux convocations sans interprète en langue des signes, en passant par la lutte contre les stéréotypes. Tant consulter un avocat, juge, notaire, huissier, porter plainte, divorcer, hériter, sont des droits de tout citoyen.

LE CHIFFRE

84 %

C'est la part de collectivités locales présidées par un homme, selon le rapport du Haut conseil à l'égalité, en 2017.

La liste de ses actions est aussi longue qu'un réquisitoire : permanence juridique avec notamment l'aide d'avocats bénévoles, collaborations avec le Défenseur des droits, l'École nationale de la magistrature, manuel et courts-métrages de sensibilisation des professionnels du droit, bataille contre les dictionnaires pour qu'ils redéfinissent le mot handicap (avec une victoire sur la version numérique du Robert), formation des Conseils départementaux d'accès au droit, commando de l'accessibilité dénonçant les défauts du nouveau tribunal de Paris, formation des gendarmes aux violences faites aux femmes en situation de handicap..., entre autres.

Des droits pour appartenir au collectif

Et si Anne-Sarah Kertudo est tant investie, c'est que l'enjeu dépasse largement tel acte ou procès. « *Cela conditionne tout. Si je pense que je n'ai pas les mêmes droits que les autres, si je vois que d'autres décident pour moi, faute d'être vraiment entendu, je ne peux rien revendiquer, je ne me sens légitime pour ouvrir aucune porte, je renonce à une certaine fierté, au sentiment d'appartenance au collectif* », insiste-t-elle. Des sentiments pourtant tellement nécessaires pour oser être soi-même.

Plus que juriste, Anne-Sarah Kertudo, elle, se réalise aussi dans l'autre facette de sa vie : la culture. Par l'écriture, le théâtre, le cinéma, elle trouve un moyen plus sensible de sensibiliser l'opinion à la nécessité d'une justice équitable, mais aussi à la cause des femmes. Lectures publiques de son livre⁽²⁾, pièce de théâtre campant un procès dans le noir, spectacle érotique en langue des signes, et bientôt, comme scénariste et réalisatrice d'un téléfilm et d'un documentaire... sur la femme en situation de handicap, évidemment. ▀

par **Élise Descamps**

(1) <https://droitpluriel.fr>. Permanence juridique : 09 80 80 01 49, agir@droitpluriel.fr

(2) *Est-ce qu'on entend la mer à Paris ? Histoire de la permanence juridique pour les sourds*, Éd. L'Harmattan, 230 p., 21,50 €.

© Charlotte Moreau



Christine Viot, 59 ans, représentante départementale APF France handicap des Vosges et conseillère municipale de Remiremont.

TÉMOIGNAGE

« Nous les femmes, nous sommes tout autant capables »

J'ai longtemps été très réservée, et uniquement dans mon rôle de mère et d'épouse. J'ai dû arrêter mon travail d'ouvrière en 2000 en raison de ma sclérose en plaques. J'ai commencé à militer à APF France handicap. J'ai aimé me sentir utile, et prendre peu à peu des responsabilités, du conseil départemental des Vosges dont je suis la représentante, aux réunions à Paris du groupe national de parents en situation de handicap (mandat échu), en passant par les conseils de la vie sociale de cinq établissements de l'association.

Depuis 15 ans, je suis aussi représentante des usagers dans trois hôpitaux. Il y a un an, j'ai été élue conseillère municipale dans cette ville, et je m'y sens reconnue pour mon action efficace. Oui, on peut parler d'émancipation me concernant. Ce parcours d'engagement m'a épanouie. Nous, les femmes, nous sommes tout autant capables. Il faut oser, saisir les coups de pouce : il suffit d'une petite étincelle ! »

propos recueillis par **E.D**

Pour aller plus loin



• **Revendiquer sa place** dans le monde associatif avec le guide *L'égalité femmes-hommes accessible à tou-te-s !*,

à l'usage des associations, pour l'accueil et la participation des personnes handicapées, conçu en 2014 par le centre Hubertine Auclert (centre francilien de ressources pour l'égalité femmes-hommes). Il comprend notamment un chapitre "Prendre en compte les revendications des femmes handicapées dans les plaidoyers des associations féministes". <https://m.centre-hubertine-auclert.fr> (onglet "ressources" puis "publications" puis "guide pratique")



• **Lire le plaidoyer** APF France handicap "Femmes en situation de handicap : Stop aux stéréotypes, aux inégalités et aux violences", et notamment

son chapitre 9 "Représentation : des femmes invisibles". www.apf-francehandicap.org/femmes

• **Rejoindre** une association de défense des femmes handicapées : Femmes pour le dire, femmes pour agir, et ses nombreux ateliers et actions inspirants. <https://fdfa.fr>

• **Rejoindre** une association de défense des droits des femmes : Osez le féminisme (<http://osezlefeminisme.fr>), Femmes debout (www.femmesdebout.org), le réseau des Centres d'information sur les droits des femmes et des familles (<https://fncidff.info>)...

Féminité

Elle défile pour une plus grande visibilité des corps handicapés

Le mannequinat comme acte militant : celui de mettre dans la lumière la différence, encore souvent cachée, au cinéma, dans la publicité et la mode. Pernelle Marcon agit pour faire évoluer les représentations.



© Ricardo Montoya

© Yann Bar

Amputée suite à une méningite foudroyante en 2012, **Pernelle Marcon**, 28 ans, a choisi de se réapproprier son image à travers une démarche artistique et militante. Depuis octobre 2019, elle a rejoint Wanted Models, une agence de mannequins atypiques.

Ne lui dites surtout pas qu'elle est exceptionnelle ! Pernelle Marcon n'aspire qu'à une seule chose : vivre une vie simple, tranquille et joyeuse. Sauf qu'être femme et en situation de handicap implique souvent une double discrimination. D'où sa décision de s'engager dans le

mannequinat pour combattre les stéréotypes.

Défiler sur les podiums, prendre la pose devant l'objectif de photographes, autant de façons d'être dans la lumière. Une lumière qu'elle s'est choisie après avoir été, pendant des années, un peu affichée comme une "leçon de vie".

En 2012, une méningite foudroyante a privé cette jeune sportive âgée alors de 19 ans de ses jambes et de ses mains. Ce chemin de vie brutalement chamboulé lui vaut une forte exposition médiatique. « *Je me suis retrouvée à raconter mon histoire, à être prise en photo sans l'avoir vraiment choisi ni réfléchi. À un moment, ça m'a un peu dépassé.* » Elle décide alors de faire un break, de se consacrer à ses études et de cibler ses prises de parole.

Focale à déplacer

Étudiante à Sciences Po Lille puis chargée de mission à la Condition Publique de Roubaix, un lieu de vie culturelle, elle fait la rencontre des créateurs de U-Exist⁽¹⁾, un studio de design orthopédique. Ils lui proposent de poser pour une campagne de communication autour de la customisation des prothèses. Le projet l'intéresse, elle accepte. En 2018, elle découvre le mannequinat en défilant pour U-Exist aux 48H Maisons de Mode, un projet développé par les villes de Lille et de Roubaix. « *J'avais besoin de me réapproprier mon image. Mais hors de question*

de défiler sans avoir conscience de mon utilité sociale. » Se prenant au jeu, elle décide de se constituer un book et de rejoindre Wanted Models⁽²⁾, une agence spécialisée dans le recrutement de modèles atypiques. En décembre 2019, elle défile à l'Open Mode festival, un festival de mode éthique et inclusive. « Me présenter sur les podiums permet de déplacer la focale sur des corps non-représentés et d'accomplir un acte militant. Même si je reste lucide : je suis une ancienne valide, blanche et blonde. Je ne représente pas toutes les personnes handicapées. » Quant à envisager d'en vivre... Cette activité reste évidemment ponctuelle en complément de son travail au sein d'une association qui veille à rendre la culture accessible à tous.

Mentalités à faire évoluer

En devenant handicapée, Pernelle Marcon s'est rendu compte qu'elle n'avait aucune représentation de femme en situation de handicap, à part Helen Keller⁽³⁾ ! D'où l'importance de se mettre en avant pour contrer

l'invisibilisation des corps différents, notamment féminins. « *Même si les choses sont en train de changer, on continue à ne pas voir beaucoup de corps différents dans les milieux de la mode, de la publicité, du cinéma, ou dans les médias en général.* » Elle souhaite ouvrir la voie pour que chacun trouve son chemin. Et elle se veut optimiste espérant que se rendre visible permettra de faire avancer les mentalités. « *Aujourd'hui, c'est moi Pernelle Marcon qui défile, mais j'espère*

passer la main et retourner un jour dans l'anonymat. » ▶

par **Claudine Colozzi**

(1) www.u-exist.com

(2) www.facebook.com/wantedmodelsagency

(3) Devenue aveugle, sourde et muette à 18 mois, Helen Keller (1880-1968) est une écrivaine et activiste américaine qui a consacré sa vie à défendre la cause des malvoyants.

pernellemarcon.wixsite.com/officiel

Pour aller plus loin

- **Ecouter** sur arteradio.com : Féminismes et handicaps : les corps indociles de Charlotte Bienaimé.
- **Consulter** : lesdevalideuses.org, collectif féministe et lire, entre autres, la tribune "Nos corps, nos choix" (lesdevalideuses.org/les-projets/nos-corps-nos-choix/)
- **Regarder** sur You Tube, sur la chaîne Sous culture, Femme noire et handicapée : une double punition ?

© Charlotte Moreau



Lydie Raër, 28 ans, militante féministe, blogueuse.

TÉMOIGNAGE

« J'entends encore des remarques comme : "Tu es jolie pour une handicapée" »

Je me suis toujours revendiquée comme féministe. Mais avec le recul j'avais tout de même tendance il y a quelques années à vouloir sans cesse prouver que j'étais une femme pour ne pas être réduite à mon handicap. J'étais en permanence dans une forme de contrôle de mon apparence. La lecture de certains ouvrages, notamment *Beauté fatale : Les nouveaux visages de l'aliénation féminine* de Mona Chollet*, m'a aidée à déconstruire certains stéréotypes. J'en suis revenue, même s'il m'est toujours difficile de sortir sans maquillage par exemple !

Il existe de plus en plus d'initiatives de femmes en situation de handicap pour sortir de l'invisibilisation à laquelle elles sont trop souvent assignées. Il y a toujours des gens pour s'étonner que je sois celle que je suis. Par exemple, j'entends encore des remarques comme : "Tu es jolie pour une

handicapée". Ce type de phrases ne devrait pas être possible !

Je trouve la démarche féministe intersectionnelle du collectif Les Dévalideuses très intéressante mais mon engagement politique au sein du parti Europe écologie les verts (EELV), notamment dans les commissions féminisme, handicap et condition animale, me prend déjà beaucoup de temps. Il se joue aussi quelque chose de très important sur les réseaux sociaux avec le mouvement Body Positive**. Dans une société ultra normée, les femmes osent de plus en plus s'affirmer. »

propos recueillis par C.C

*Éd. La découverte, 296 p., 10 €.

**Mouvement social en faveur de l'acceptation et de l'appréciation de tous les types de corps.

Santé

Elle décroisonne la salle d'attente

Blandine Boquet, 42 ans, est médecin territorial à Paris, spécialisée en gynécologie-obstétrique. Dans sa pratique et avec l'association Femmes pour le dire, femmes pour agir, elle se bat pour une meilleure prise en charge médicale des femmes en situation de handicap.

LE CHIFFRE

30 %

C'est la probabilité moyenne de recours aux soins gynécologiques chez les femmes en fauteuil roulant, contre 49 % dans la population générale.

Source : Institut de recherche et documentation en économie de la santé, 2015.



© Nicolas Galton/Contextes

Dans le centre de planification et d'éducation familiale où elle exerce, Blandine Boquet accueille des femmes avec et sans handicap. Très à l'écoute de ses patientes, de leur vécu, de leurs appréhensions, au plus près des besoins de chacune.

Après trois années de rééducation intensive, la reprise progressive de son internat, et une thèse sur la préservation de la fertilité des femmes de moins de 40 ans ayant un cancer du sein, avant leur traitement chimiothérapique, elle travaille d'abord en service de procréation médicalement assistée. Puis elle jongle entre plusieurs postes à temps partiel dans diverses structures à vocation sociale.

Echanges et soins

Si Blandine Boquet n'a pas réussi à mener à bien son projet de consultation dédiée aux femmes en situation de handicap, elle accueille aujourd'hui cette patientèle parmi toutes les autres femmes, en s'adaptant à chaque cas. Médecin territorial titulaire de la Ville de Paris, elle exerce dans un centre de planification et d'éducation familiale – une structure publique, ouverte sans conditions à toutes –

Durant ses études de gynécologue obstétricienne, elle se voyait entre la salle d'accouchement et le bloc opératoire en gynécologie. Un AVC l'ayant frappée à 28 ans, après 9,5 années d'études, en a décidé autrement. « Hémiplegique, comment pourrais-je faire naître un bébé, recoudre une épisiotomie, courir dans les escaliers en cas

d'urgence... ? », explique Blandine Boquet. Au début totalement aphasique, incapable de marcher, elle a dû tout réapprendre. « J'étais dans le déni, et heureusement. Si j'avais réalisé les conséquences de l'accident dans ma vie, j'aurais sombré. Toute ma vie personnelle et professionnelle à reconstruire, en l'adaptant à mon état de santé. »

sur deux sites, dans des quartiers très populaires, où elle échange énormément avec les patientes. Frottis, pose de stérilets, d'implants, avortements, dépistage d'infections sexuellement transmissibles, de violences sexuelles... De l'impossibilité à réaliser certains touchers vaginaux nécessitant une sensibilité de la main droite, elle a fait une force : bien souvent l'échographie pelvienne suffit, ce qui minimise les gestes invasifs.

Engagement militant

En Seine-Saint-Denis (93), le contact avec sa consœur Emmanuelle Piet, présidente du Collectif féministe contre le viol, a puissamment nourri sa conscience de l'inégalité des sexes et de la double discrimination chez les femmes handicapées.

Mais ce chemin avait été entamé un an après son AVC, avec une autre rencontre capitale : celle de Maudy Piot, présidente fondatrice de l'association Femmes pour le dire, femmes pour agir (FDFA), consacrée à la défense des femmes en situation de handicap. Coup de cœur : elle adhère à FDFA, intervient dans plusieurs de ses colloques sur des sujets de santé – et prépare actuellement le prochain, sur la maternité au prisme du handicap –, intègre son conseil d'administration, et assure un temps sa représentation au Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Blandine Boquet participe également à l'équipe de Handiconnect (voir encadré), où elle contribue à la création de pages internet de diffusion de bonnes pratiques à destination des professionnels de santé accueillant une patientèle en situation de handicap.

Explications et respect

Un enjeu particulier dans sa spécialité. « La plupart des femmes en situation de handicap sont vues comme asexuées. Les gynécologues ne jugent souvent pas utile de pratiquer tous les examens, en particulier de dépistage. Et elles ont souvent peur de consulter. Leur intimité peut être bouleversée et des antécédents de

© Charlotte Moreau



Lahanissa Madi,
60 ans,
Villeneuve-d'Ascq.

TÉMOIGNAGE

« Je me suis sentie humiliée

Il y a cinq ans, j'ai pris rendez-vous, six mois à l'avance, chez une gynécologue en précisant bien que j'étais en fauteuil électrique et avais besoin d'une table d'examen réglable en hauteur. J'ai dû insister pour avoir le médecin de mon choix, qui d'ordinaire ne consulte pas dans la salle équipée. Pourtant, le jour du rendez-vous, cela n'avait pas été pris en compte. Mon médecin m'a fait attendre que cette salle se libère !

J'ai protesté mais pour elle je perturbais toute l'organisation et le déroulement des consultations. Pendant la consultation je l'ai entendue dire : "On ne va pas faire cet examen-là à cette dame, car elle n'a pas de rapports." Je me suis sentie humiliée. Il est vraiment urgent de faire évoluer les mentalités. »

propos recueillis par E.D

« La plupart des femmes en situation de handicap sont vues comme asexuées. »

violences subies peuvent rendre ces examens insupportables. Les conséquences sont graves : des retards de diagnostic aux cancers du col de l'utérus ou du sein et un pronostic altéré. »

Blandine Boquet, elle, prend son temps, annonce bien en amont ce qu'elle va faire, présente les outils ou moyens de contraception, investigate. Elle pose ainsi systématiquement, en consultation, la question des violences – psychologiques, familiales, sexuelles, physiques, excision – dont elles ont pu être victimes, témoins ou auteures. Et *in fine*, elle respecte le choix des femmes. « Quand une patiente refuse catégoriquement un frottis après que je lui ai expliqué son importance, je ne le fais pas. »

par Élise Descamps

Pour aller plus loin

- **Faire connaître à son médecin** le site **Handi Connect**. Porté par l'association **CoActis Santé**, il propose des ressources aux professionnels de santé cherchant à « engager une bonne alliance thérapeutique » avec leurs patients ayant un handicap. <https://handiconnect.fr> (voir en particulier les deux excellentes fiches consacrées au suivi gynécologique des femmes en situation de handicap).

- **Lire** *Femmes - santé - handicap*, de l'association Femmes pour le dire, femmes pour agir, Éd. L'Harmattan, 138 p., 15,50 €.

Mauvais traitements. Pourquoi les femmes sont mal soignées, de Delphine Bauer et Ariane Puccini, Éd. Seuil, 304 p., 18 €.

"Sexe, genre et santé", rapport 2020 de la Haute autorité de santé, www.has-sante.fr (utiliser le moteur de recherche)



Un des objectifs d'Handiréseau : montrer que les travailleurs en situation de handicap sont tout à fait capables de mener des missions stratégiques et d'assumer des responsabilités.

© Nicolas Gallon/Contextes



Emploi

Elle libère les ambitions en entreprise

Gâchis de profils compétents et pourtant sans emploi, postes moins qualifiés, autocensure et malentendus : pour que davantage de personnes en situation de handicap trouvent leur place au travail, **Dominique du Paty**, 60 ans, a créé la société de conseil Handiréseau. Très attentive à la place des femmes, elle a aussi lancé les Trophées Femmes en EA et en Ésat.

Son handicap – l'absence de cavité rotulienne – a beau être invisible, elle sait bien ce que signifie être empêchée au quotidien. Douleurs, difficultés à monter et descendre les escaliers, impossibilité de conduire... Dominique du Paty s'adapte. Et n'est que mieux placée pour conseiller. En 2009, elle a créé sa société visant à développer l'emploi des personnes en situation de handicap. Handiréseau ne se consacre pas au recrutement, mais à d'autres missions tout aussi importantes. Elle accompagne les grands groupes

cherchant à développer leur recours à des prestations réalisées par des entreprises adaptées (EA) et Ésat et aide les entreprises à instaurer une bonne communication avec leurs salariés en situation de handicap. « *Nous sommes le pompier de l'entreprise, quand les difficultés ne se résolvent pas au niveau de sa mission handicap, et ce afin de prévenir les licenciements pour inaptitude* », explique la soixantenaire. Selon elle, une grande partie des difficultés tient à des loupés, non-dits et présupposés, autant de la part des managers que des salariés. La

méthode d'Handiréseau, à laquelle l'associée de Dominique du Paty, Anne Montgermont, l'a convertie : l'éthologie humaine. Science du comportement, elle permet de réajuster des positionnements professionnels pouvant constituer des freins, en associant les intéressés à la recherche de la solution. S'autoriser à dire vise aussi à libérer les ambitions. « *Les femmes en situation de handicap en particulier revendiquent peu et évoluent peu dans leur carrière. Cela a aussi été dû longtemps en partie aux familles cherchant à les protéger davantage. Nous encourageons l'ambition, l'expression des désirs personnels, et la formation, à tout âge.* »

« **Les femmes en situation de handicap en particulier revendiquent peu et évoluent peu dans leur carrière.** »

Développer les passerelles

Dominique du Paty est bien placée pour le savoir. Elle a commencé

à travailler à 17 ans, en exerçant des petits boulots, puis comme assistante export chez Alstom. Elle a gravi les échelons à mesure qu'elle postulait, au culot, sur des profils qui n'étaient pas le sien, apprenant sans cesse de nouveaux métiers, du transport au prêt-à-porter en passant par la parfumerie de luxe. Au début des années 2000, chargée des achats chez Sernam, elle noue les premiers contacts de l'entreprise avec des EA et Ésat. Puis après une période de chômage, elle se relance dans les études, et fait son mémoire de master en développement durable sur le secteur protégé. Réalisant qu'il n'existe pas assez de passerelles entre les grands groupes qu'elle connaît bien et ce secteur, elle s'y consacre, avec Handiréseau. « Faire travailler le secteur adapté via une politique d'achats responsables est un premier pas très efficace pour sensibiliser au recrutement en direct. Et mon enjeu est aussi de donner une autre image de ces travailleurs, capables d'assurer des missions à responsabilité et stratégiques pour l'entreprise, pas juste de confectionner des plateaux-repas. »

Favoriser l'égalité hommes-femmes

Constatant que les femmes sont sous représentées dans ce secteur, elle crée avec Handiréseau les trophées Femmes en EA. Le but : leur donner confiance en reconnaissant leurs compétences, encourager le développement d'une politique d'égalité hommes-femmes dans ce secteur, et faire connaître ces profils aux clients, car le choix des prestataires tient souvent à ces détails humains. En 2021, pour la première fois, ces trophées s'étendent aussi aux femmes en Ésat... et à un homme, contribuant à l'égalité professionnelle ^[2].

Infatigable optimiste, elle partage également ses valeurs via une offre de formation aux entreprises, de "manager des collaborateurs en situation de handicap" à "comment respecter le principe de non-discrimination en conservant des équipes soudées". Pas étonnant qu'en regardant dans le rétroviseur, Dominique du Paty ait cette réflexion en forme de devise : « Si on se cantonne au raisonnable, on n'est pas sortis de l'auberge ! » ▶

par **Élise Descamps**

Pour aller plus loin

- **Lire** le rapport du Défenseur des droits de novembre 2016 sur l'emploi des femmes en situation de handicap : www.defenseurdesdroits.fr ("publications" puis "rapports") et son baromètre des discriminations ("études et recherches").



- **S'informer** sur ses droits : www.agefiph.fr
- **Contact**er son représentant du personnel en cas de discrimination ressentie.
- **Découvrir** l'association Dare women et son programme Dare women handicap, visant à encourager l'audace chez les femmes en vue d'améliorer leur insertion et épanouissement professionnels : www.dare-women.org/dw-handicap

(1) www.handireseau.fr

(2) La remise des trophées aura lieu les 10 et 11 mars prochains.

© Charlotte Moreau



Nathalie Duler, 53 ans, référente syndicale nationale handicap chez Enedis*. Représentante suppléante APF France handicap des Vosges.

TÉMOIGNAGE

« Faire progresser les droits »

J'ai été embauchée à 25 ans chez EDF grâce à un accord d'entreprise négocié par les syndicats favorisant le recrutement des personnes en situation de handicap. Je suis atteinte d'infirmité motrice cérébrale et me déplace en fauteuil électrique. À mon tour, je me suis engagée, à la CFDT. Je donnais mon avis en réunion, notamment sur la politique handicap. Puis, j'ai été élue déléguée du personnel, représentante au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, au comité d'entreprise, et comme déléguée syndicale.

Au début certains chefs d'agence me snobaient carrément, et je sentais bien que c'était parce que j'étais une femme et handicapée. Des années plus tard,

ils sont revenus me dire combien j'étais reconnue. Je suis persuadée que les femmes ont une meilleure capacité d'écoute. Dans le syndicalisme, c'est une force. Aujourd'hui, je suis référente nationale handicap CFDT chez Enedis. Je fais partie des négociateurs des accords sur le handicap, je coordonne les référents handicap CFDT locaux. Il est essentiel de faire progresser les droits. Obtenir qu'un texte soit le moins interprétable possible, que les agents puissent faire les démarches de RQTH sur leur temps de travail ou partir en retraite plus tôt, c'est satisfaisant. »

propos recueillis par **E.D**

*Anciennement ERDF.

Parentalité

Elle élève le débat

Carine Moiroud, malvoyante, a créé, avec APF France handicap, un collectif de parents en situation de handicap, dans le Rhône.

Elle les y invite à partager leurs expériences. Mais aussi à intervenir, ensemble, auprès des professionnels de l'enfance pour faire évoluer les pratiques.



© Guillaume Atger

Pour contrer le préjugé selon lequel les parents handicapés seraient moins capables que les autres, ceux du collectif ParHANDs interviennent notamment auprès des futurs directeurs d'école. Ils sensibilisent aussi des maternités à la mise en place d'un protocole d'accueil et d'une consultation préalable au projet d'enfant.

« C'est grâce à toi si j'ai eu des enfants. » Ce compliment d'une jeune maman aveugle, Carine Moiroud l'a pris comme un cadeau. La reconnaissance du travail accompli par le collectif Être ParHANDs, qu'elle a créé en 2014 avec Vincent Plazy, chef de projet APF France handicap sur

le territoire Rhône-Ain. « La sœur d'une maman handicapée en panique l'avait appelé au secours. Dans la foulée, il m'a sollicitée pour qu'on trouve le meilleur moyen de l'aider. »

Carine Moiroud peut alors s'appuyer sur sa propre expérience. Malvoyante, elle a deux enfants de 11 et 7 ans

à l'époque. Comme la plupart des parents handicapés, elle a tâtonné, s'est adaptée au fur et à mesure. Deux ans auparavant, elle a aussi participé, pendant six mois, à un groupe de parole, destiné aux personnes déficientes visuelles, dans un service de soins de suite et de réadaptation.

TÉMOIGNAGE

« Aider de futures mamans handicapées »

J'ai dit à ma délégation APF France handicap du Pas-de-Calais de surtout ne pas hésiter à donner mes coordonnées. Si je peux aider de futures mamans handicapées à mieux vivre leur maternité et l'arrivée de bébé... Moi, cela m'aurait été bien utile quand j'ai eu ma fille.

J'ai vraiment souffert du mépris du personnel, à l'hôpital. Les infirmières considéraient que je n'étais pas capable de donner le biberon.

Cela m'a tellement traumatisée que je me suis interdit de le faire pendant plusieurs semaines. Le pire, c'est que je culpabilisais. Je ne me sentais pas une bonne mère car je ne la nourrissais pas moi-même. J'ai beaucoup pleuré.

Mon conjoint a fini par me convaincre d'essayer. Et cela s'est évidemment très bien passé. J'aurais aimé être épaulée, avoir des conseils... J'aurais bien mieux vécu ces premières semaines de maternité qui m'ont été "volées". »

propos recueillis par F.S



Catherine Fanchon, tétraplégique, maman d'une fillette de 8 ans.

« Cela m'avait beaucoup apporté. J'avais mesuré tout l'intérêt que représentaient ces discussions entre pairs. Pour obtenir des conseils pratiques mais aussi pour notamment réfléchir à l'acceptation de mon propre handicap. » Alors, elle saisit avec détermination la perche que lui tend Vincent Plazy. Elle ne veut toutefois pas se contenter de créer un espace d'échanges mais un outil pour contribuer à faire changer les choses. « Un groupe d'entraide et d'action », résume cette adhérente d'APF France handicap, aujourd'hui âgée de 48 ans.

Groupes frères voisins

Six ans plus tard, Être ParHANDs est devenu un acteur reconnu dans le Rhône. Des groupes locaux ont même vu le jour à Bourg-en-Bresse (Ain), Grenoble (Isère) et Valence (Drôme) avec, à chaque fois, une co-animation assurée par un parent en situation de handicap et un professionnel d'APF France handicap.

À Villeurbanne (Rhône), où le collectif est né, Carine Moiroud et Vincent Plazy sont toujours à la manœuvre. Grâce à un financement de la Fondation de France, cette militante engagée assure même un temps partiel rémunéré, à raison d'une journée par semaine, en complément de son poste de gestionnaire à l'Agence régionale de santé. « Mais Être ParHANDs, ce n'est pas que moi et Vincent, insiste-t-elle, gênée d'être mise en avant. C'est vraiment un collectif. » Qui a gardé ses deux objectifs de départ.

Ecoute et solutions

« L'entraide », d'abord. Une quinzaine de parents, en situation de handicap moteur ou sensoriel, se réunissent une fois par mois, dans les locaux de la délégation APF France handicap du Rhône à Villeurbanne. Pour parler, faire part de leurs difficultés, confronter leurs expériences... « Quand j'ai eu connaissance de ce collectif, une porte s'est ouverte pour

moi. Je ne me sens pas jugée, apprécie Anaïs Lemoussu, maman solo d'un garçonnet de 4 ans. Les conseils des proches ou des professionnels ne sont pas forcément adaptés à notre situation. Ici, je rencontre d'autres parents qui vivent ou ont vécu la même chose que moi. » Et ont des solutions à apporter. Sur le type de matériel à utiliser, la posture à adopter ou les bonnes adresses de pédiatres, ergothérapeutes...

Le collectif est également déjà intervenu pour épauler des parents sous la menace d'un placement de leur enfant par les services du département.

Clichés à balayer

« Les institutions ont encore trop souvent tendance à considérer les parents handicapés comme moins capables que les autres, déplore Carine Moiroud. Il faut les faire évoluer. » Et c'est là le deuxième grand but du collectif. Des parents interviennent ainsi à l'École supérieure du professorat et de l'éducation, auprès des futurs directeurs d'école et assurent des formations pour les professionnels de la protection maternelle et infantile (PMI). « Il s'agit de faire sauter les clichés. Ainsi, quand ils se retrouveront face à un papa ou une maman en situation de handicap, ils ne seront pas d'emblée dans la suspicion. »

Elle a aussi œuvré à ce que le collectif accompagne des maternités sur la création d'un protocole d'accueil et d'une consultation préalable au projet d'enfant. Ou bien encore la Caf sur la mise en œuvre du schéma départemental d'appui à la parentalité, pour la prise en compte des besoins des parents handicapés... « Nous fédérons tous les acteurs que nous avons répertoriés », insiste-t-elle.

Infos à donner

Ce travail au long cours a débouché sur un guide, qui vient de sortir. Il liste les bonnes adresses et les ressources du territoire Auvergne

Rhône-Alpes. Il répond également aux interrogations des futurs parents : « Puis-je adopter ? », « Existe-t-il des matériels de puériculture adaptés ? », « Comment conserver son rôle quand un tiers s'occupe du bébé ? »...

« Ces pages sont inspirées et nourries des échanges des parents du collectif, sourit Carine Moiroud. Pour que ce qui se passe entre nous profite au plus grand nombre. » ▀

par Franck Seuret

Pour aller plus loin



• Être parHANDs – 2020 – Collectif Être ParHANDs, 18 € (frais de port compris). Guide sur la parentalité en Auvergne Rhône-Alpes. etreparhands@gmail.com



• Parents handis pas à pas, du désir d'enfant à son entrée en maternelle – 2017 – APF France handicap. 50 pages de conseils aux différentes étapes du projet de parentalité et de l'enfance. À télécharger sur www.apf-handicap.org en tapant le nom dans le moteur de recherche.

• Services d'accompagnement à la parentalité. Ils interviennent auprès de parents en situation de handicap, avant même la naissance du bébé si besoin. Il n'en existe que quelques-uns en France : Sasp 44 (coordonnées des quatre services sur <https://handicap.loire-atlantique.fr>). Cliquez sur menu/à partir de 20 ans/parentalité, Sapph 68 (Strasbourg, 03 88 30 00 36), Sapph 75 (Paris, 01 40 44 39 05), Saap 59 (Coordonnées des neuf services sur www.udapei59.org/saap/), etc. Certains SAVS et Samsah ont également intégré ce type de missions. Renseignez-vous auprès de votre MDPH.

Sport

Elle les met dans la course

Sportive de haut niveau en athlétisme, triple championne paralympique et quadruple championne du monde, **Marie-Amélie Le Fur**, 32 ans, préside, depuis décembre 2018, le Comité paralympique et sportif français (CPSF). Celle qui se prépare à ses derniers Jeux, à Tokyo cet été⁽¹⁾, promeut avec conviction la pratique du parasport, notamment chez les jeunes filles en situation de handicap.



© G. Mirand - CPSF

La dynamique positive dans laquelle elle a évolué grâce au sport, Marie-Amélie Le Fur souhaite la partager avec le plus grand nombre. En permettant par exemple l'accès à un club de proximité formé à tous les types de handicap.

LE CHIFFRE

30 %

C'est le pourcentage de femmes licenciées.

Source : Fédération française handisport (FFH), 2020.

Son palmarès a de quoi faire pâlir d'envie bon nombre d'athlètes. Huit médailles paralympiques, douze médailles mondiales, c'est une multi-championne qui préside depuis deux ans le Comité paralympique et sportif français (CPSF). Avec calme et détermination, Marie-Amélie Le Fur, 32 ans, œuvre pour une meilleure connaissance du mouvement paralympique notamment avec la préparation des Jeux de Paris 2024 dont les enjeux sociétaux (accessibilité,

citoyenneté...) vont au-delà de la compétition sportive. Elle travaille aussi au développement de la pratique sportive chez les personnes en situation de handicap. « 10 à 12 millions de personnes vivent avec une déficience en France. Une infime minorité pratique une activité physique et sportive de façon régulière. Notre enjeu collectif est de lever les freins », affirmait-elle lors de la Première journée Parasport en région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur le 15 octobre 2020.

Retrouver confiance grâce au sport

Comme beaucoup de ses pairs, la jeune maman sait tout ce qu'elle doit à la pratique sportive. Cette native de Vendôme, dans le Loir-et-Cher, foule une piste d'athlétisme pour la première fois à l'âge de 6 ans après avoir accompagné sa sœur aînée. Progressivement, le sport prend une place de plus en plus importante alors que parallèlement l'adolescente mûrit le projet de devenir sapeur-pompier professionnel. En 2004, un grave accident de scooter la prive de sa jambe gauche : elle a 15 ans.

Son rêve s'envole, mais l'athlétisme lui offre un objectif qui va redonner sens à sa vie. Soutenue par sa famille, elle renoue avec l'entraînement à peine quatre mois après son accident. Une reprise que d'aucuns jugent prématurée, pourtant elle s'avère gagnante. 2008, première participation aux Jeux de Pékin. 2012, c'est la consécration à Londres. La France découvre le sourire rayonnant de cette athlète qui s'illustre dans plusieurs disciplines : 100 m, 200 m, 400 m et saut

Aux paralympiques de Rio en 2016 sur le 100 m. Lors de ces Jeux, Marie-Amélie Le Fur qui s'illustre dans plusieurs disciplines a remporté une médaille d'or sur 400 m et une autre au saut en longueur. En battant chaque fois le record du monde.



© G. Picout - CPSF

en longueur. Rapidement, elle met sa notoriété grandissante au service de la promotion du handisport. « Au début, je cherchais à masquer mon handicap. Grâce au sport, j'ai osé me montrer avec ma prothèse. Cela m'a aidée à m'assumer et à transcender ce qui m'arrivait. »

«
Dans le sport,
on met son handicap à nu.

Ça peut fragiliser
au début, mais ensuite
on se sent plus forte.



Transmettre des valeurs

Cette confiance retrouvée, ces émotions, ces rencontres, cette dynamique positive que le parasport lui a apportées, Marie-Amélie Le Fur espère les transmettre aux jeunes qui oseront pousser la porte d'un club. Notamment aux filles moins nombreuses que les garçons. « C'est une réalité dans la pratique des personnes valides et c'est un petit peu plus marqué dans le

monde handisport. Mais il faut que ça change. Les jeunes filles doivent avoir davantage confiance en leurs capacités. »

Marie-Amélie Le Fur explique aussi ce décrochage des filles par un rapport au corps compliqué à l'adolescence. « Dans le sport, on met son handicap à nu. Ça peut fragiliser au début, mais ensuite on se sent plus forte. On apprend à se connaître, à se comprendre et à avoir confiance en soi. »

Son ambition ? Que « toutes les personnes en situation de handicap aient accès à un club de proximité "formé" à tous les types de handicap, et ne subissent pas de problème d'accessibilité ou d'achat de matériel. » Le CPSF œuvre aussi à renforcer la pratique du sport à l'école pour les enfants en situation de handicap. « Les mentalités doivent évoluer pour que le sport en situation de handicap soit davantage perçu comme indispensable. »

Si elle a conscience d'être une source d'inspiration en tant qu'athlète féminine, elle souhaite surtout que chacune « trouve son propre chemin ». Elle-même continue de le tracer entre son engagement au sein du CPSF et sa préparation en vue des Jeux de Tokyo reprogrammés cet été et qui seront ses derniers⁽¹⁾. Malgré

le contexte sanitaire, elle continue de s'entraîner avec l'ambition de clore en beauté sa carrière de sportive de haut niveau. Avant de se consacrer entièrement à promouvoir l'accès aux sports pour toutes les personnes en situation de handicap. ▶

par Claudine Colozzi

(1) À l'heure du bouclage de *Faire Face*, et en pleine crise sanitaire, la tenue ou non de ces Jeux n'avait pas encore été annoncée.

A lire

Fais de ta vie un rêve.
Marie-Amélie Le Fur,
Éd. Plume
d'éléphant, 228 p.,
20 €.

Pour aller plus loin

- france-paralympique.fr : le site du Comité paralympique et sportif français, onglet "Trouver son parasport"
- Le guide de Fédération française handisport (FFH) : des conseils pratiques et une présentation des 25 disciplines sportives. À télécharger ou à écouter en synthèse vocale sur guide.handisport.org
- handiguide.sports.gouv.fr Pour trouver une activité sportive à proximité de chez soi.



Mai-Anh Ngo,
secrétaire générale
de la Fédération
française handisport
(FFH).
Titulaire de sept
records du monde de
natation handisport,
sélectionnée à deux
Jeux paralympiques.

TÉMOIGNAGE

« Le sport m'a ouvert tous les possibles »

La première fois où j'ai assisté au championnat de France handisport de natation en 1988, je me suis dit : "Je veux faire pareil !" Quelques mois plus tard, je me lançais en compétition avec l'espoir de faire partie du groupe de nageurs sélectionnés pour les JO de 1992. En tant qu'adolescente atteinte d'une infirmité motrice cérébrale, jamais je n'aurais cru cela possible. Je n'avais jamais vu autant de personnes en situation de handicap pratiquant la même discipline.

La découverte de la natation a été comme une seconde naissance. La pratique du sport m'a ouvert tous les possibles. À partir de ce moment-là, je me suis autorisée à tout entreprendre et à ne plus être dans l'autocensure : faire des études, conduire,

avoir un enfant. Ça a changé mon regard sur la vie. Je me suis ainsi lancée dans le parakaraté. Ado, jamais je n'aurais osé décrocher mon téléphone de peur qu'on me réponde : "Mais vous êtes en fauteuil !"

L'idée de modèle est très importante à mes yeux : pouvoir s'identifier à quelqu'un qui vous ressemble, même si le handicap s'incarne de manière différente, permet d'oser se lancer.

Le sport m'a tellement apporté que j'ai voulu à mon tour rendre tout ce qu'on m'avait donné, d'où mon engagement bénévoles au sein de la Fédération française handisport. D'autres doivent pouvoir se dire qu'un sport les attend quelque part quelles que soient leurs capacités. »

propos recueillis par C.C

Violences sexuelles

Elle dénonce le fléau, elle soutient les victimes

La « survivante » **Marie Rabatel** milite contre les violences sexuelles qui touchent davantage les femmes en situation de handicap. Son association a conçu plusieurs outils de prévention et poursuit ses actions : dans le sport, entre autres, et pour lever le tabou des violences contre les enfants.

Avec la psychiatre Muriel Salmons, spécialiste des traumatismes psychiques liés aux violences subies, Marie Rabatel a conçu un module d'auto-formation en ligne et gratuit. Objectif : apprendre aux professionnels et proches accompagnant des personnes handicapées à dépister les violences.



© Franck Seuret

Marie Rabatel a fait d'un drame personnel un combat collectif. Jeune adolescente, l'Iséroise, autiste, est victime de viol. « Je suis une survivante. » La phrase revient souvent dans sa bouche. Comme une nécessité. Peut-être parce que pendant longtemps, Marie Rabatel s'est tue. Comme beaucoup de victimes. En 2015, un autre événement douloureux vient perturber le cours de sa vie : elle est licenciée de l'institut médico-éducatif où elle exerçait depuis quinze ans auprès d'enfants autistes. « J'adorais mon métier d'éducatrice. Mais lorsque j'ai révélé que j'étais autiste, tout a changé. La direction m'a alors déclarée inadaptée à mon travail, au motif que je mettais les enfants, et moi-même,

en danger. Cela a été hyper violent et a réveillé les injustices vécues dans mon passé, des expériences douloureuses d'exclusion et de déshumanisation. »

Deux fois plus concernées

Dans la foulée, avec quatre partenaires, elle crée l'Association francophone de femmes autistes (Affa). Pour défendre leurs droits. Marie Rabatel, elle, s'investit plus particulièrement sur la prévention des violences sexuelles : un véritable fléau. En 2018, elle a mené une étude avec David Gourion, médecin, et Séverine Leduc, psychologue clinicienne. 88 % des 228 femmes autistes interrogées disaient avoir connu un ou plusieurs contacts sexuels

non désirés au cours de leur vie⁽¹⁾. Et 51 % de ces femmes avaient été violées.

« Nous avons la particularité de ne pas comprendre les sous-entendus ou l'implicite, précise Marie Rabatel. Nous pouvons alors nous retrouver dans une situation de danger sans nous en rendre compte. Les agresseurs sont experts pour détecter et exploiter les vulnérabilités. »

La présidente de l'Affa ne limite pas son combat aux femmes autistes. Elle le mène pour l'ensemble des femmes en situation de handicap. Une récente étude de la Drees⁽²⁾ a montré qu'en France elles sont au moins deux fois plus nombreuses que celles sans handicap à avoir été victimes de violences sexuelles durant les deux années précédant l'enquête.



Chantal Rialin,
66 ans, Paris.

TÉMOIGNAGE

« Savoir écouter avec bienveillance »

Plusieurs fois par mois, j'assure une permanence téléphonique pour Écoute violences femmes handicapées. Avant de prendre ma retraite, j'étais assistante sociale. Mon expérience professionnelle m'est bien sûr précieuse mais il n'est pas nécessaire d'être du métier.

L'association Femmes pour le dire, femmes pour agir, forme les écoutantes. De plus, les débutantes commencent par travailler en binôme. Et puis, il y a des temps collectifs, pour parler de certaines

situations problématiques et aussi nous permettre de "décharger" ces récits violents. L'essentiel dans notre mission : savoir écouter avec bienveillance. Qu'une victime ait osé appeler le 01 40 47 06 06 constitue une première étape importante. Notre objectif, c'est d'amener les femmes à rencontrer un ou une professionnel(le), à proximité de chez elles, un médecin, une assistante sociale ou tout autre service d'aide... Nous sommes un relais. »

propos recueillis par F.S

Une expertise reconnue

« J'ai eu la chance de faire des rencontres qui m'ont aidée à faire avancer la cause pour laquelle je me bats. » La psychiatre Muriel Salmons, entre autres, une spécialiste des traumatismes psychiques en lien avec les violences subies. Elles ont notamment conçu, ensemble, un module d'auto-formation destiné aux professionnels et aux proches qui accompagnent des personnes handicapées. Cet outil, en ligne vise à leur apprendre à dépister les violences⁽³⁾ (voir encadré).

En 2017, Marie Rabatel a également croisé la route d'Adrien Taquet. Celui qui venait tout juste d'être élu député voulait mieux comprendre l'autisme. Devenu depuis secrétaire d'État en charge de l'enfance et des familles, il a notamment apporté son agrément au module d'auto-formation.

La légitimité de l'Affa est désormais largement reconnue. Marie Rabatel intervient comme experte auprès de la Haute autorité de santé, participe aux travaux de la mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences, a été associée au Grenelle des violences conjugales... « *Quand je m'investis, je ne fais pas semblant, sourit-elle, derrière ses lunettes aux verres fumés. Un héritage de mon passé de sportive de haut niveau.* » Victime de harcèlement à l'école, Marie Rabatel avait trouvé une échappatoire dans le sport. « *Mon autisme m'amène à fonctionner beaucoup par imitation. Reproduire le geste parfait à l'infini. Être dans le*

faire et non le dire. » À 14 ans, elle intègre une section sport-étude, dans le lancer de disque, et l'équipe de France. « *Le sport m'a sauvée.* » Elle devra cependant mettre un terme précoce à sa carrière de sportive internationale en raison de problèmes de santé.

Sensibiliser le milieu sportif

Elle travaille aujourd'hui à la conception d'un livret de prévention des violences sexuelles destiné aux sportifs. Un outil pour leur permettre de prendre du recul, s'interroger sur la normalité ou pas de ce qu'ils vivent, avec leur entraîneur ou leurs coéquipiers. « *Au début, c'était une demande du comité paralympique sportif français. Mais nous avons élargi la cible à l'ensemble des sportifs, handicapés ou non, en*

y associant différents acteurs. Il est prévu que cela fasse partie du package des athlètes français aux jeux de Tokyo⁽⁴⁾. »

Et puis Marie Rabatel s'échine à faire émerger la question de la violence institutionnelle ordinaire ainsi que les violences sexuelles dont sont victimes les enfants handicapés. Au sein de leur famille ou dans les établissements. « *Cela reste encore un non-sujet. C'est l'ultime tabou à lever.* » ▶

par Franck Seuret

(1) Travaux de recherche présentés au Congrès de l'encéphale 2019.

(2) Études et résultats, Drees, n°1156, juillet 2020.

(3) Développé avec Skillbar, une communauté de professionnels de l'apprentissage digital.

(4) À l'heure du bouclage de *Faire Face*, et en pleine crise sanitaire, la tenue ou non de ces Jeux n'avait pas encore été annoncée.

Pour aller plus loin

- ecoute-violences-femmes-handicapees.fr : vous y trouverez les contacts utiles mais aussi les références de livres, rapports, études, vidéos...
01 40 47 06 06 : des écoutantes de l'association Femmes pour le dire, femmes pour agir assurent une permanence pour les femmes en situation de handicap subissant des violences. Tous les lundis de 10h à 13h et de 14h30 à 17h30 et tous les jeudis de 10h à 13h.
- 39 19, Violences Femmes Info : numéro national d'écoute, d'information et d'orientation. Gratuit, anonyme, disponible 24h/24, 7j/7.
- Module d'auto-formation de l'Association francophone de femmes autistes (Affa) sur la prévention des violences sexuelles.
Accessible gratuitement sur www.skillbar.fr/detox/han/

**Plus de 45%
d'économie
sur votre abonnement
de 2 ans**



Mieux informé.e pour **2 fois plus de temps** et **2 fois moins d'argent !**

**Au plus proche des attentes
des personnes handicapées
et de leurs accompagnants.**

Le bimestriel *Faire Face* est centré sur des sujets pratiques liés à la santé, aux droits, aux aides techniques et à la vie sociale. Il accompagne les personnes en situation de handicap et leurs aidants dans leur vie quotidienne en leur donnant des repères concrets et des réponses adaptées à leurs besoins.



**UN MAGAZINE
+
UN SITE INTERNET**

- 5 bonnes raisons de vous abonner plus longtemps...**
- 1/ Abonnez-vous dès aujourd'hui pour une durée de 24 mois et gagnez l'équivalent de 4 mois d'abonnement gratuit !**
 - 2/ Recevez tous les deux mois à votre domicile votre magazine sans aucune interruption**
 - 3/ Divisez par deux le nombre de courriers reçus**
 - 4/ Diffusez gratuitement 4 petites annonces en ligne sur le site [faire-face.fr](http://www.faire-face.fr) au lieu de 2 !**
 - 5/ Accédez en illimité à tous les contenus du site [faire-face.fr](http://www.faire-face.fr) pendant 2 ans (dossiers, PA, guides...)**

→ **Rendez-vous dès aujourd'hui sur www.faire-face.fr pour découvrir toute l'actualité du handicap.**



Visuels non contractuels

Bulletin d'abonnement au magazine **FAIRE FACE**

Merci de nous retourner votre coupon ci dessous accompagné de votre règlement de 54 euros ou de votre relevé d'identité bancaire si vous optez pour le prélèvement automatique

À retourner avec votre règlement à l'ordre d'APF France handicap à l'adresse suivante : APF France handicap - 17 boulevard Auguste-Blanqui - 75013 Paris

→ **Je souhaite m'abonner à Faire Face pour une durée de 24 mois** (12 numéros à mon domicile + un accès illimité sur le site [faire-face.fr](http://www.faire-face.fr) pendant 24 mois)

54 €
au lieu de ~~99,60 €~~
(soit une économie de 45,60 €)

Je choisis de régler mon abonnement de 54 euros en une seule fois par chèque

OU

Je choisis de régler mon abonnement de 54 euros par **prélèvements automatiques en 8 fois**

**6,75 €
TOUS LES
3 MOIS**

Tarifs valables jusqu'au 31/12/2020

MES COORDONNÉES FA542021

RAISON SOCIALE

M. M^{me} PRÉNOM

NOM

ADRESSE POSTALE

CP ville

Adresse email

Dès réception de votre règlement de 54 euros ou de votre relevé d'identité bancaire, nous mettrons votre abonnement en place. Un courrier de confirmation vous sera envoyé sous une semaine et vous pourrez sans attendre créer votre compte sur le site [faire-face.fr](http://www.faire-face.fr) afin d'accéder à tous vos avantages.

Les informations recueillies sur ce formulaire sont enregistrées dans un fichier informatisé par APF France handicap. Elles sont destinées à l'association ainsi qu'aux tiers mandatés par elle à des fins de gestion interne, pour répondre à vos demandes et faire appel au renouvellement de votre cotisation. APF France handicap s'engage à ne pas diffuser ces informations en dehors de l'union européenne. Conformément à la loi informatique et libertés, vous pouvez cocher la case ci contre pour vous opposer à l'utilisation de vos données à caractère personnel. Vous pouvez les faire rectifier ou supprimer en contactant notre service adhésion & abonnements au 01 40 78 27 06 - 17 boulevard Auguste Blanqui 75013 Paris. Ces données seront conservées pendant la durée strictement nécessaire à la réalisation des finalités précitées.